



80 emplois menacés chez l'opérateur de satellites luxembourgeois

## **L'OGBL et le LCGB dénoncent fermement le plan social annoncé chez SES**

La direction de SES a officiellement communiqué le 15 novembre à son personnel que 80 emplois risquent d'être supprimés au Luxembourg, dans le cadre de sa stratégie d'externalisation vers l'Inde. Après avoir préalablement tenté d'amortir le choc à venir dans la presse nationale, le CEO de SES semble finalement avoir compris qu'il ne pouvait plus retarder l'annonce auprès des salariés impactés. L'information cruelle pour les salariés tombe à quelques semaines des fêtes de fin d'année.

Pour l'OGBL et le LCGB, il est tout simplement scandaleux que la direction de SES s'apprête à se séparer d'une partie de ses salariés d'une façon aussi brutale, et ce, avec l'accord tacite du gouvernement qui à aucun moment n'a demandé des garanties en matière d'emploi à l'entreprise. Les syndicats sont fermement convaincus qu'un plan social n'est pas approprié et appellent la direction de SES à négocier un plan de maintien dans l'emploi. L'OGBL et le LCGB sont par ailleurs loin d'être convaincus du bien-fondé de la stratégie de croissance présentée par la direction lors de la procédure d'information et de consultation avec les délégations du personnel.

En effet, cette stratégie ne consiste qu'en des mesures de réduction de coûts, sans aucune considération quant aux conséquences néfastes à long terme pour l'entreprise. Une fois de plus, ce sont de simples salariés qui en font les frais, alors que la rémunération du CEO (paquet global de 3,7 millions d'euros et prime unique de 5,3 millions d'euros selon le rapport d'activités de 2023) mériterait peut-être aussi d'être étudiée dans le cadre de cette réduction de coûts.

La décision de la direction de SES est du perdant-perdant pour SES et pour le Luxembourg. Cette suppression d'emplois entrainera avec elle une augmentation significative de la charge de travail pour les salariés qui resteront et qui sont déjà fortement démoralisés. Cette décision est également tout à fait incohérente avec les efforts du gouvernement Frieden-Bettel pour attirer des talents au Luxembourg. Alors que le lobby patronal ne cesse de se plaindre d'un manque de compétences sur le marché du travail luxembourgeois, comment une suppression d'expertise hautement qualifiée dans le domaine des télécommunications et des satellites pourrait-elle être compatible avec l'attraction de nouveaux talents ?

Les syndicats appellent à nouveau le gouvernement à intervenir dans ce dossier. Pour rappel, l'État est un actionnaire important de l'entreprise, qui est représenté au conseil d'administration où il détient 33,3% des voix.

**Communiqué par l'OGBL et le LCGB, le 15 novembre 2024**